

[View this email in your browser](#)

↑ lecture confort ↓



## Bulletin d'information - octobre 2023

[Télécharger la version pdf](#)

***L'Association pour les Nations Unies** (APNU) est une association sans but lucratif de droit belge qui a pour objectif de permettre aux francophones de Belgique de s'informer et de s'exprimer sur les **Nations Unies** et leurs actions.*

*Chers membres et sympathisants,*

*Tout d'abord, nous souhaitons vous remercier pour votre fidélité. Nous mettons tout en oeuvre pour conserver un lien étroit avec nos membres. Plusieurs évènements sont ainsi prévus dans les prochains mois. Nous vous invitons à suivre attentivement l'actualité de l'APNU via le bulletin d'information, le site web [www.apnu.be](http://www.apnu.be) et les réseaux sociaux.*



## **SOMMAIRE**

### **À LA UNE**

1. Editorial. Parole au Directeur général de la FAO à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation qui, cette année, a mis l'accent sur la problématique de l'eau.
2. Les libertés fondamentales et la guerre: le cas de l'objection de conscience. Carte blanche de Sam Biesemans.

### **ACTUALITÉS**

1. 24 octobre : Journée des Nations Unies
2. Conflit entre Israël et le Hamas : quelle marge de manœuvre pour l'ONU ?

### **ÉVÉNEMENTS**

1. Retour sur le SDG Forum et l'atelier UNA Belgium sur le thème du Voluntary National Review (VNR)
2. Retour en photos sur les dernières conférence APNU
4. Évènements à venir



A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2023 qui comme chaque année est célébrée le 16 octobre, date anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en 1945, la FAO nous a fait l'honneur de fournir pour le bulletin de l'APNU l'éditorial suivant de son Directeur général.

### Editorial

Par M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



**Nous ne devons pas tenir l'eau pour acquise: il nous faut unir nos efforts pour gérer cette ressource précieuse limitée.**

Cette année, la Journée mondiale de l'alimentation met en avant l'une des ressources les plus précieuses de la planète: l'eau. Elle est indispensable à la vie sur Terre. Elle recouvre la majorité de la surface terrestre, constitue plus de 50 pour cent de notre corps, nous aide à nous nourrir et soutient les moyens d'existence. Elle occupe une place centrale dans la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). Alors comment résoudre ce problème complexe qui consiste à préserver les ressources en eau douce et les systèmes alimentaires

chacun puisse accéder à l'eau sur un pied d'égalité ?

L'agriculture consommant environ 70 pour cent de l'eau douce disponible dans le monde, il est absolument crucial de produire différemment les aliments, fibres et autres produits agricoles. Si nous ne faisons rien, ce secteur sera le plus durement touché.

L'eau douce n'est pas inépuisable. Nous devons cesser de la tenir pour acquise.

Il faut savoir qu'au cours des 20 dernières années, chaque être humain a perdu environ un cinquième de l'eau douce à sa disposition. Pour certaines personnes, la réalité est bien pire encore. En effet, dans certaines régions, les pertes sont plutôt de l'ordre d'un tiers.

Si nous n'agissons pas sans tarder, la consommation d'eau au niveau mondial devrait augmenter de plus d'un tiers d'ici 2050 en raison de la croissance démographique. Cela signifie que nous risquons d'atteindre collectivement un point de non-retour.

L'accroissement rapide de la population, l'urbanisation, l'industrialisation, le développement économique et la crise climatique sont autant de facteurs qui pèsent sur nos ressources en eau. Ajoutez à cela la pollution et la surexploitation de l'eau ainsi que le manque de coordination dans la gestion de cette ressource et vous obtenez un ensemble complexe de défis qui se chevauchent.

La multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, des sécheresses et des inondations met nos écosystèmes à rude épreuve et a des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire mondiale. Les petits producteurs, mais surtout les pauvres, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les migrants et les réfugiés sont les plus vulnérables.

### **Une équation complexe**

Pour relever cet ensemble de défis, nous devons avant tout trouver un juste équilibre en conciliant les besoins en eau de l'agriculture avec ceux d'autres activités économiques, surtout dans le contexte actuel marqué par une urbanisation qui s'accélère.

Une bonne gouvernance est essentielle pour assurer une répartition de l'eau qui soit viable et équitable. Cela demande d'adopter une approche intégrée et inclusive avec tous les partenaires. Nous devons utiliser les leviers que sont la gouvernance et les régimes fonciers de l'eau, la tarification de l'eau, la réglementation et les mesures d'incitation afin de favoriser le changement et de garantir un accès équitable à une eau propre et salubre.

Nous devons mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau en mettant en valeur et en gérant de manière coordonnée l'eau, les terres et les ressources associées, en vue de maximiser le bien-

besoin de plans d'action nationaux et régionaux.

Il est crucial d'investir dans des modes de gestion de l'eau efficaces et innovants, en particulier dans des techniques d'irrigation et de stockage modernes, ainsi que dans des solutions faisant appel à la science pour remédier aux pénuries d'eau et tirer parti des inondations. Ainsi, nous bâtissons une société résiliente et économe en eau, notamment en gérant plus efficacement le nexus eau-alimentation-énergie.

### **Agir sur le terrain**

Nous pouvons concrétiser cette vision, et c'est ce à quoi nous travaillons.

Par exemple, au Sahel, la FAO offre des possibilités de mécanisation aux agriculteurs dans le but d'améliorer les infrastructures hydriques et aide les femmes rurales et leur foyer à accéder à l'eau. À l'échelle planétaire, 40 pour cent de la production agricole provient des terres irriguées, or celles-ci ne représentent que 20 pour cent des terres arables. Nous pouvons aller plus loin.

Pour tirer parti de ce potentiel, la FAO est en train d'élaborer une méthode pour cartographier les besoins et les possibilités en matière d'irrigation dans le monde. Nous avons hâte de travailler à sa mise en œuvre avec les pays.

Il est crucial de disposer de mécanismes de financement adaptés et d'engager des investissements d'une ampleur suffisante pour bâtir et entretenir des infrastructures à forte intensité de capital. Les solutions fondées sur la résilience sont capitales. Accorder une attention prioritaire aux infrastructures vertes et bleues pour promouvoir respectivement l'agriculture et les pêches permettra d'améliorer la qualité de l'eau, de préserver la biodiversité et d'apporter d'autres bienfaits aux systèmes agroalimentaires et aux zones rurales.

Par exemple, à Sri Lanka et en Zambie, la FAO expérimente des rizières polyvalentes dans lesquelles, outre la production de riz, on pratique l'élevage de poissons et de crevettes. Ces infrastructures à valeur ajoutée ont de nombreux avantages puisqu'elles permettent de recharger les nappes phréatiques et de maîtriser les inondations et qu'elles fournissent des services écosystémiques.

### **Unir nos forces**

Nous pouvons et devons aller plus loin, ensemble, avec tous les acteurs, chacun apportant des contributions distinctes mais interdépendantes.

Les États doivent définir des politiques à assise scientifique fondées sur des éléments factuels et s'appuyant sur les données et l'innovation. Ils doivent assurer la coordination entre les secteurs pour mieux planifier et gérer les ressources en eau. L'eau, l'énergie et l'alimentation sont étroitement liées. Ainsi, pour réussir, les politiques doivent permettre de concilier des intérêts souvent divergents sans compromettre la santé des écosystèmes.

Les agriculteurs doivent jouer un rôle moteur dans la gestion de l'eau. Ils doivent disposer des bons outils pour remplir cette fonction de manière écologiquement viable. La gestion de l'eau fait déjà partie du quotidien des agriculteurs, des populations tributaires des forêts, des éleveurs et des personnes travaillant dans le secteur des pêches et de l'aquaculture dans le cadre de l'économie bleue. Les aider et les inciter à jouer un rôle de premier plan dans la recherche et la mise en œuvre de solutions est une démarche à la fois logique et judicieuse.

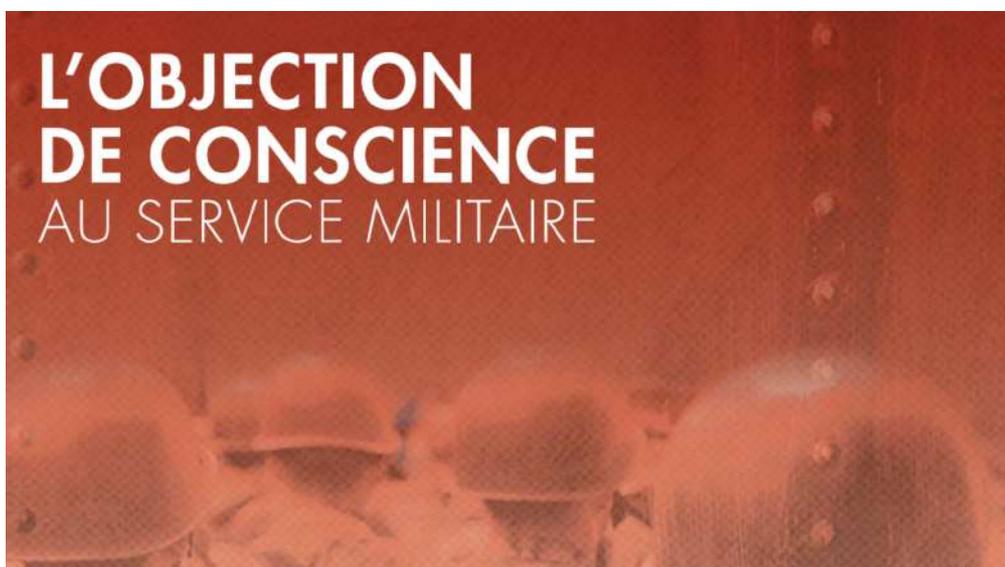
Les entreprises doivent également prendre part à la gestion de l'eau. Cela passe par la prise d'engagements concrets pour utiliser l'eau plus efficacement et réduire la pollution dans toute la chaîne d'approvisionnement. Cette démarche bénéficiera non seulement à la nature et à la société, mais aussi aux entreprises. Accorder de l'importance à la gouvernance de l'eau peut profiter aussi bien à leur image qu'à leurs finances. Cela peut aussi les aider à éviter les risques que pourraient représenter les pénuries d'eau, les inondations et la pollution pour leurs activités dans le futur.

Permettez-moi de vous rappeler encore une fois que nous devons tous cesser de tenir l'eau pour acquise. Acheter des produits de manière avisée, gaspiller moins d'eau et prévenir les inondations et la pollution sont des actions faciles que chacun peut entreprendre pour promouvoir la prospérité de l'humanité et de la planète. Ces actions sont cruciales pour accomplir ce que la FAO appelle les quatre améliorations: une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et de meilleures conditions de vie, le tout sans laisser personne de côté.

[M. Qu Dongyu](#)

---

**Les libertés fondamentales et la guerre: le cas de l'objection de conscience ?**



militaire est fondée sur le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Il est possible d'être objecteur de conscience en Russie où il existe un service civil mais ces personnes courent des risques de plus en plus grands.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le nombre de personnes qui refusent de faire leur service militaire a doublé selon Amnesty International. En Ukraine, les objecteurs de conscience risquent désormais des amendes et des peines de prison car les dispositions légales les concernant ont été suspendues. L'histoire nous a appris que en temps de guerre les libertés fondamentales sont souvent réduites

Comme l'explique Sam Biesemans du Bureau européen des objecteurs de conscience, il est essentiel de pouvoir sauvegarder ce droit et il est important que les États membres de l'Union européenne (UE) se mettent d'accord sur la question de savoir si les déserteurs et les objecteurs de conscience russes et maintenant ukrainiens peuvent obtenir l'asile dans l'UE.

## CARTE BLANCHE DE SAM BIESEMANS

### Vice-président du Bureau européen de l'objection de conscience

-

#### "Guerre et objection de conscience"

La guerre en Ukraine a surpris beaucoup d'entre nous, même si elle existait déjà de façon larvée depuis 2014.

Le continent européen vivait dans une perspective de paix depuis la chute du Mur de Berlin, l'UE se développait géographiquement et devenait de plus en plus un acteur incontournable de la politique internationale. Le dividende de paix se marquait par une diminution des budgets militaires et par la suppression du service militaire dans la plupart des pays européens ; en Belgique il y a 30 ans déjà. La génération actuelle ne l'a pas connu.

En Belgique 40.000 jeunes hommes étaient enrôlés chaque année dans les forces armées, alors que parmi eux plus d'un millier de conscrits se déclaraient objecteur de conscience et effectuaient un service civil alternatif de plus longue durée.

Ceci nous rappelle que le droit à l'objection de conscience au port des armes est devenu durant le 20ème siècle un droit humain universellement reconnu, processus dans lequel le Conseil de l'Europe a joué un rôle moteur et que ce droit figure maintenant dans les droits fondamentaux des Traités UE.

Dans le cadre des Nations Unies, le droit à l'objection de conscience au service militaire fait partie du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion inscrit dans l'Article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Il faut souligner le rôle joué par le Comité des droits de l'homme, tant dans les cas individuels que lors de l'examen des rapports des États en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La

sujet.

Retrouvez le [rapport très complet de OHCHR](#).

### Soutien aux objecteurs anti-guerre de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine

C'est à l'initiative de plusieurs organisations pacifistes en Europe, que 50.000 citoyens européens ont signé en 2023 une pétition à l'intention des autorités UE, demandant:

- D'accorder la protection et l'asile aux déserteurs et aux objecteurs de conscience de la Biélorussie et de la Fédération de Russie;
- D'inviter le gouvernement ukrainien à cesser de persécuter les objecteurs de conscience au service militaire et à leur garantir le plein droit à l'objection de conscience;
- D'ouvrir les frontières à ceux qui s'opposent à la guerre au prix de grands risques personnels dans leur pays.

Le 16 février 2023, le Parlement européen a par ailleurs voté une résolution qui contient le paragraphe suivant : "déclare sa solidarité et son soutien aux personnes courageuses de Russie et de Biélorussie qui s'expriment contre la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ; demande que les États membres offrent protection et asile aux Russes et aux Biélorusses persécutés pour s'être exprimés ou avoir protesté contre la guerre, ainsi qu'aux déserteurs et aux objecteurs de conscience russes et biélorusses".

La situation de guerre contribue à restreindre les libertés fondamentales. En Ukraine, les autorités ont suspendu les dispositions légales relatives aux objecteurs de conscience, ce qui a pour conséquence de renvoyer ceux-ci devant les tribunaux où ils peuvent être condamnés à des peines d'emprisonnement. Or l'Ukraine fait partie du Conseil de l'Europe, est signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et souhaite vivement adhérer à l'Union européenne où ce droit est inscrit dans les Traités.

En Russie, ce droit n'a pas (encore) été formellement supprimé et des jeunes effectuent un service civil alternatif. En théorie, la Russie n'est pas en guerre puisqu'elle mène une « opération militaire spéciale ». Il n'empêche que les jeunes objecteurs ont de plus en plus de difficultés à exercer leur droit, à cause de la militarisation croissante de la société, mais aussi car beaucoup d'objecteurs expriment publiquement leur opposition à la guerre, et s'exposent ainsi à des mesures répressives.

Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, une partie de la jeunesse refuse de s'y associer :

- 300.000 jeunes ont quitté la Russie pour la Géorgie, le Kazakhstan, l'Arménie ou la Turquie pour échapper à la conscription.
- 20.000 jeunes ont quitté la Biélorussie.
- 3.000 jeunes ont quitté l'Ukraine pour la Moldavie.

La guerre entraîne la militarisation des sociétés russe et ukrainienne, mais aussi de l'ensemble de la société européenne qui subit une propagande guerrière croissante.

Entretemps, en Russie il y a eu 20.000 arrestations pour manifestations anti-guerre et quelque 500 dossiers criminels ouverts pour ce motif avec un risque de 5 ans de prison à la clef.

Les régimes autoritaires, nationalistes et militaristes sont des ennemis du droit à l'objection de conscience: la Turquie par exemple organise la « mort civile » pour les objecteurs. Staline avait supprimé en 1929 le statut des objecteurs qui avait été signé en 1919 par Lénine.

Dans l'Allemagne nazie, 25.000 objecteurs ont été condamnés par les tribunaux nazis et exécutés ; certes ils n'ont pas pu arrêter la folie meurtrière du Troisième Reich, mais ils n'y ont pas participé. Hommage leur soit rendu.

### Sam Biesemans

Vice-président du Bureau européen de l'objection de conscience, [www.ebco-beoc.org](http://www.ebco-beoc.org). Diplômé de l'ULB et de la VUB, il a publié une étude universitaire sur ce thème.

## Actualités

### 24 octobre : Journée des Nations Unies



La **Journée des Nations Unies** est célébrée chaque année à la date du 24 octobre, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies en 1945. Avec la ratification de ce document fondateur par la majorité de ses signataires, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'Organisation des Nations Unies était officiellement née. Redécouvrez les étapes clés de [l'histoire des Nations unies](#). Le Secrétaire général de l'ONU a délivré un [message](#) à cette occasion.

Ce 24 octobre, le **nouveau recteur de l'Université des Nations Unies** a donné une conférence à Bruxelles, à l'invitation de l'UNU-CRIS, sur les défis de la gouvernance de l'intelligence artificielle. Le **Professeur Tshildzi Marwala**, de nationalité sud-africaine, a été nommé recteur de l'UNU en mars 2023. UNU-CRIS est l'institut d'études comparatives sur l'intégration régionale de l'UNU et son siège est à Bruges.

---

### Conflit entre Israël et le Hamas : quelle marge de manœuvre pour l'ONU ?



Depuis l'attaque meurtrière du Hamas contre plusieurs localités israéliennes le 7 octobre, et la décision israélienne de lancer une opération de grande envergure dans la bande de Gaza, dans le but déclaré d'éradiquer le mouvement islamiste, les Nations Unies sont bien en peine d'offrir une réponse efficace à la nouvelle crise qui secoue le Moyen Orient.

Dès le 7 octobre, le Secrétaire général Antonio Guterres a condamné dans les termes les plus fermes l'attaque perpétrée par Hamas ainsi que les prises d'otages. Il a aussi appelé à faire preuve de retenue et à intensifier les efforts diplomatiques pour éviter une conflagration plus large dans la région. La violence ne constitue pas une issue, a-t-il ajouté : une solution négociée, à deux Etats, reste la seule possible. M. Guterres s'est ensuite rendu au Sommet « de la Paix » du Caire – avec un détour par Rafah, seul point d'entrée dans la bande de Gaza depuis l'Egypte – et a plaidé avec insistance pour que soit garanti le libre passage de l'aide humanitaire et que son rythme s'accélère.

Au vu des intentions militaires d'Israël, du déclenchement de ses opérations aériennes et terrestres, du blocus imposé autour de Gaza, de l'appel lancé par les autorités israéliennes aux civils de Gaza à se réfugier dans le sud du territoire, dépourvu de moyens d'accueil, et surtout du nombre estimé de victimes civiles, un début de consensus de la communauté internationale semblait émerger sur la nécessaire protection des civils de Gaza et sur l'imposition du respect du droit humanitaire international.

C'est dans cet esprit que, devant le Conseil de Sécurité, le 24 octobre, le Secrétaire général plaidait en faveur de l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu humanitaire, afin de permettre le passage de l'aide d'urgence matérielle et médicale à destination de la population de Gaza.

Unis, la Fédération de Russie, ou le Brésil (présidence du Conseil). Ils se sont tous heurtés à des veto ou des objections, motivés, selon les cas, par la nécessité (ou non) de mentionner le droit d'Israël à se défendre, la présence ou l'absence de référence au cadre plus large du conflit israélo-palestinien, ou la qualification de la suspension éventuelle des combats (« trêve » ou « cessez-le-feu »). Avec en toile de fond, les lignes de fracture du Conseil sur le conflit en Ukraine.

Bien que les 10 membres non-permanents du Conseil de Sécurité aient annoncé leur intention de poursuivre les efforts en vue de la rédaction d'un texte qui puisse enfin mettre tous les permanents d'accord, l'Assemblée générale s'est emparée du dossier, comme elle en a le droit, en cas de blocage du Conseil. Réunie en session d'urgence, le 27 octobre, elle a adopté une résolution « sur la protection des civils et le respect des obligations juridiques et humanitaires », appelant à une « trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue » qui mènerait à la cessation des hostilités. La résolution demande aussi la liberté d'accès pour l'aide humanitaire des Nations Unies et de leurs partenaires, destinée aux civils de Gaza, le retrait de l'injonction faite (par Israël) à ceux-ci de se déplacer vers le sud du territoire, et la libération des otages. Présentée par la Jordanie, elle a été adoptée par 121 voix en faveur, 14 contre et 44 abstentions. L'Union européenne a voté en ordre complètement dispersé. La Belgique a voté en faveur. Si les résolutions de l'Assemblée générale n'ont pas le caractère contraignant de celles du Conseil de Sécurité, leur impact politique ne peut être ignoré, surtout lorsqu'il s'agit de paix et sécurité.

Depuis 1949, l'UNRWA, l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Moyen Orient, fournit une aide aux réfugiés installés à Gaza. Depuis que l'armée israélienne a débuté ses opérations militaires, près de 630.000 personnes déplacées sont venues chercher abri dans les écoles et les autres installations de l'UNRWA, sur tout le territoire de Gaza. 39 membres du personnel d'UNRWA ont été tués depuis le 7 octobre. En dépit de la guerre et du blocus, l'UNRWA et les Nations Unies continuent à fournir assistance humanitaire et secours médicaux dans des circonstances dramatiques : avant le début des hostilités, Gaza recevait 500 camions par jour de nourriture et d'autres approvisionnements. Aujourd'hui, pas plus de 20. Le Haut-Commissaire de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, lançait lui aussi récemment un appel pressant à un cessez-le-feu humanitaire.

**Rédigé par Bénédicte Frankinet, administrateur APNU**

Le 25 octobre, Philippe Lazzarini, Commissaire-général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), fait le point sur le 15e rapport de l'UNRWA et la situation critique à Gaza, Palestine.

[Retrouvez son témoignage \(anglais\) dans l'article du journal britannique The Guardian.](#)

[Plus d'informations dans les "situation reports" de l'UNRWA \(Key Points\).](#)

[Résolution de l'ONU sur Gaza du 27.10.2023.](#)

[Retrouvez aussi des informations actualisées sur la situation sur le site web de l'UNRIC.](#)

**UNRWA situation and response to the escalation in the Gaza Strip**

**IDPs in UNRWA installations**

~629,000 IDPs\* sheltering in 150 UNRWA installations

The average number of IDPs per shelter has almost reached three times their intended capacity.

**UNRWA fatalities and damage to installations**

Confirmed numbers, since 7 October

39 UNRWA staff and personnel killed

42 UNRWA installations have been damaged

**UNRWA presence**

13K UNRWA staff in Gaza; ~5K still working to deliver assistance to those sheltered in UNRWA's installations

**UNRWA response – Health**

8 (out of 22) UNRWA health centres still operating in Middle Area, Khan Yunis and Rafah;

3,800 patients receive basic medical services on 25 Oct. UNRWA set up 93 mobile medical units and medical teams attending 10,300 cases at shelters;

**UNRWA response – Psychosocial support**

10,200 individuals have been provided with psychosocial support and social work intervention services by UNRWA social workers.

**Humanitarian access**

Fuel is urgently needed to continue life-saving humanitarian operations.

## Évènements

### Retour sur le SDG Forum 2023 (19 octobre 2023) Atelier d'UNA Belgium sur la 2e *Voluntary National Review* de la Belgique



Chaque année le SDG Forum réunit à Bruxelles plus de 700 participants, issus du secteur public, du secteur privé et de la société civile, qui s'investissent en Belgique dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement durable des Nations Unies (ODD).

Cette fois, l'APNU et son homologue flamande la VVN ont organisé, dans le cadre du Forum, sous la bannière "UNA Belgium", un atelier dont l'objectif était d'examiner les forces et les faiblesses du processus de rédaction de la deuxième *Voluntary National Review* (VNR) belge, bilan de la réalisation des ODD dans notre pays, présentée aux Nations Unies à New York en juillet dernier.

L'atelier a été introduit par Camilla Brückner, Directrice du Bureau des Nations Unies à Bruxelles, qui a souligné notamment les engagements renouvelés des Etats membre lors du Sommet sur les ODD (SDG

La consultation des parties prenantes en vue de la rédaction de cette 2e VNR et les échanges qu'elle a permis entre eux ont été salués comme un élément positif. Mais la prise en considération toute relative de leur apport ainsi que l'absence d'auto-critique, et surtout d'une approche cohérente, de la part des autorités politiques ont figuré au cœur des débats. Parmi les principales recommandations pour l'avenir, on peut retenir les éléments suivants :

- Fixer rapidement la date de la prochaine VNR
- Revoir les modalités de participation de la société civile, entretenir un dialogue permanent avec les stakeholders, y compris dans la mise en œuvre des politiques de mise en œuvre des ODD
- Nécessité d'une approche plus critique, plus cohérente entre niveaux de pouvoirs, reposant sur une évaluation des résultats véritablement obtenus et des défis à venir, plutôt qu'une énumération des actions menées
- Possibilité de soumettre la prochaine VNR à une peer review et d'y refléter les considérations de la jeunesse
- La présentation publique de la VNR gagnerait à ne pas éluder les questions difficiles. Elle ne devrait pas se limiter à New York mais faire aussi l'objet d'une meilleure communication à l'intention des citoyens en Belgique.

**Bénédicte Frankinet, administrateur APNU, avec la collaboration de Pieter Wollaert, Président de la VVN.**

---

Retour en photo sur la conférence APNU dans le cadre de la Quinzaine de la solidarité  
"Diaporas : partenaires clés du lien entre solidarité, développement et paix"  
(03.10.2023)





---

Retour en photo sur la conférence APNU

"L'eau, c'est la vie"

(12.10.2023)



## A VENIR

**La COP28 sur le climat se tient à Dubai du 30 novembre au 12 décembre 2023**

La COP28 sur le climat se tiendra à Dubai, Emirats Arabes Unis, du 30 novembre au 12 décembre prochains. Cet événement marquera les 8 ans de la signature de l'accord de Paris.

L'un des principaux thèmes des discussions sera « le premier Bilan mondial ». Ce processus de deux ans a consisté à collecter des informations sur les progrès des parties en matière d'action climatique, à identifier les lacunes et à évaluer ainsi la mise en œuvre globale de l'Accord de Paris. Il est très probable que les conclusions de ce premier Bilan mondial démontreront que les engagements des États ne sont pas à la hauteur des objectifs de l'Accord de Paris, comme l'a déjà évalué l'UNEP, et les Parties seront encouragées à renforcer leur ambition et d'augmenter l'échelle de leur action. La COP28 devrait adopter une résolution sur ce que montre le bilan et la direction qu'il indique pour l'action climatique. Cela devrait inclure de nouvelles promesses de la part des gouvernements. Affaire à suivre !!!

---

**CINE ONU**  
presented by United Nations Regional Information Centre



**5 December  
2023, 19:00**





**Flagey,  
Brussels**

**To mark the 75th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, the United Nations present:  
"Reasons for Hope" by Dr. Jane Goodall**  
The film will be followed by a panel discussion.

 [facebook.com/CineONU/](https://facebook.com/CineONU/)
 [www.cineonu.org](http://www.cineonu.org)
 [twitter.com/CineONU](https://twitter.com/CineONU)

### 05.12.2023 – Ciné ONU à Flagey

Ce 5 décembre, les Nations Unies ont le plaisir de vous accueillir à la **Première du documentaire « Reasons for Hope » de Jane Goodall** suivi d'un panel et d'un cocktail.

Alors que le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité s'aggravent, notre foi en notre capacité à inverser la tendance est mise à rude épreuve. Dr. Jane Goodall illustre à travers d'inspirantes initiatives aux quatre coins du monde qu'il y a encore de l'espoir. Nous avons tous un rôle à jouer. Répondrez-vous à l'appel ?

Le lien d'inscription suivra prochainement.

[Plus d'informations](#)



### 75<sup>eme</sup> anniversaire de la proclamation de la DUDH

Le Forum Nord Sud et l' APNU vous donnent rendez-vous à la **Grand Place de Bruxelles** à 17H pour célébrer cet anniversaire !



---

*Éditeur responsable :*

*Christine Van Nieuwenhuyse*

*Vice-Présidente de l'APNU*

© 2023 Association pour les Nations Unies (APNU), All rights reserved.

Vous recevez ces courriers électroniques afin que nous puissions vous tenir au courant des activités de l'APNU et de l'actualité des Nations Unies.

